

BUREAUX: RUE NAIN, 2.

Roubaix, Tourcoing: Trois mois... 12 f. Six mois... 23 f. Un an... 44 f.

L'abonnement continue, sauf avis contraire

JOURNAL DE ROUBAIX

QUOTIDIEN, POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

DIRECTEUR-GÉRANT: J. REBOUX

Le Nord de la France: Trois mois... 12 f. Six mois... 23 f. Un an... 44 f.

ANNONCES: 15 centimes la ligne. RÉCLAMES: 25 centimes. On traite à forfait.

On s'abonne et on reçoit les annonces: A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1; A TOURCOING, chez M. Vanaverbeck, imprimeur-libraire, Grande-Place; A LILLE, chez M. Béghin, libraire, rue Grande-Chaussée. A PARIS, chez MM. Havas, Laffite-Bullier et Cie, place de la Bourse, 8; A BRUXELLES, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

ROUBAIX, 17 DÉCEMBRE 1870

Voir aux dernières nouvelles

Dépêches télégraphiques

(Service particulier du Journal de Roubaix)

Londres, 15 décembre.

Le Times publie un télégramme de Pesth, 15 décembre, destiné à répondre aux plaintes de la Prusse, relativement à la conduite du Luxembourg. D'après ce télégramme, le gouvernement français demande au gouvernement hongrois de réclamer le retour de 3,000 wagons des chemins de fer autrichiens, qui servent au transport des troupes allemandes.

Luxembourg, 15 décembre.

Suivant un bruit, le prince et la princesse Henri se rendraient à La Haye pour assister aux funérailles de la princesse Frédéric.

Luxembourg, 16 décembre.

D'accord avec le ministre d'Etat, la Chambre des Députés se réunira en séance publique le 19 décembre à 3 heures.

Dépêches prussiennes

Berlin, 15 décembre.

Le Roi a publié à l'armée un ordre du jour, daté de Versailles, 6 décembre, dans lequel il dit: « Nous sommes arrivés à une nouvelle phase de la guerre. Toutes les tentatives de l'ennemi pour briser la ligne d'investissement ont été vaines; les armées ennemies qui, de tous côtés avançaient pour dégager Paris, sont toutes battues. Je remercie les troupes. Si l'ennemi insiste pour la continuation de la guerre, je sais que les soldats continueront à faire les mêmes efforts que ceux auxquels nous devons les succès déjà obtenus, et cela jusqu'à ce que nous ayons obtenu une paix honorable et digne des grands sacrifices qui ont été faits.

Berlin, 16 décembre.

On conteste que la Prusse veuille immédiatement donner suite à la circulaire sur le Luxembourg. Elle voulait seulement prendre position.

Berlin, 16 décembre

Versailles, 15 décembre. — Officiel. — Plusieurs de nos détachements ont occupé, le 14 décembre, après un court combat, Beaumont, à l'Ouest d'Evreux. L'ennemi qui a paru devant La Fère a commencé sa retraite.

En poursuivant l'ennemi jusqu'à Queues et Maves, un détachement de l'armée du grand-duc de Schwerin, après, le 13 décembre, 2,000 maraudeurs ennemis.

Longuion, 15 décembre.

Hier, à une heure de l'après-midi, nos troupes sont entrées à Montmédy. Nous avons pris 65 canons et fait 3,000 prisonniers.

237 prisonniers allemands, parmi lesquels se trouvaient 4 officiers, ont été délivrés. Nos pertes pendant le bombardement ont été peu considérables.

Fontaine, 16 décembre.

Belfort continue à se défendre énergiquement et fait beaucoup de sorties.

Le bois de Bosmont-Grand-Bois et le village d'Anselmuns ont été pris par nous.

Nos pertes se sont élevées à deux officiers et 79 hommes tués.

L'ennemi a perdu, rien qu'en prisonniers, un officier et 90 hommes.

Cologne, 15 décembre.

La Gazette de Cologne annonce (une heure après-midi): « Un ballon parti de Paris contenant deux personnes et deux cents livres de lettres, est tombé à Sinn, près de Herborn (Nassau). »

Malchin, 16 décembre.

La Diète a rejeté le projet de loi du gouvernement, tendant à allouer la somme de 23,000 francs par an pour le rachat du péage de l'Escaut; mais elle a adopté la proposition de la commission d'après laquelle le pays contribuerait

annuellement pour 14,000 francs et laisserait aux villes maritimes le soin de faire face à l'autre moitié de la somme demandée.

La Haye, 16 décembre.

Séance de la seconde Chambre. — Répondant à l'interpellation de M. Casembroodt, concernant les prisonniers évadés français, le ministre de la justice déclare que les bruits répandus sont partiellement vrais, mais très-exagérés. Une enquête minutieuse a été ouverte. Il n'est nullement exact que les prisonniers aient été livrés à la Prusse, encore moins fusillés. Répondant à l'interpellation de M. Sypesteyn, le ministre de la marine confirme que des négociations sont pendantes concernant la cession de la Guinée, que tout traité relatif y sera probablement soumis au vote du pouvoir législatif.

NOUVELLES D'ANGLETERRE

Le Times examine longuement la question du Luxembourg et s'occupe, autant que possible, de désintéresser l'Angleterre dans la solution. Après avoir rappelé les circonstances qui ont amené le traité de 1867 constitutif de l'indépendance et de la neutralité de ce petit pays, il termine comme suit: « Légalement nous sommes exempts de toute obligation, à moins que la Prusse ne se joigne à nous pour revendiquer la garantie qu'elle dénonce. Mais est-ce ou n'est-ce pas notre devoir, en honneur et conscience, de défendre nous seuls la neutralité du Luxembourg si le besoin s'en présente? »

Pour satisfaire notre esprit sur ce point, nous ne pouvons mieux faire que de nous demander, premièrement, si la Hollande, le Luxembourg, ou tout autre pays, attendait cela de nous en 1867; secondement si nous pourrions produire quelque bien en plongeant l'Europe dans une guerre générale pour la neutralité du Luxembourg. Assurément une éventualité comme celle qui se présente n'a pu être ni prévue, ni imaginée par aucun diplomate dans la conférence de Londres. La France était la puissance alors redoutée à cause de sa politique agressive. La Prusse était la puissance qui, consultée par le roi de Hollande, s'opposait à ce qu'on se départit du traité de 1839. La convention nouvelle, bien que stipulant en faveur du Luxembourg une destinée de toute éternité, était considérée par tout le monde comme un expédient temporaire destiné à écarter une crise dangereuse produite par la jalousie française à l'égard de l'union de l'Allemagne du Nord. Des publications subséquentes ont divulgué le fait que le comte de Bismarck, aussi bien que l'empereur Napoléon, avait des projets sur le Luxembourg. Mais le chancelier lui-même n'a pu prévoir la solution rapide et complète des événements qui lui ont fourni l'idée et la possibilité de mettre ces projets à exécution.

« Que nous ne puissions sanctionner, que nous devions plutôt réprouver énergiquement la rupture d'une convention au gré d'une seule des parties contractantes, c'est ce qui paraît trop clair pour être mis en discussion. Mais rien non plus ne nous oblige à nous embarquer dans une croisade pour empêcher que le Luxembourg fasse partie de l'empire germanique. Quelques-uns, il est vrai, ont été jusqu'à regretter, dans l'intérêt de l'Allemagne aussi bien que de la France, qu'on ne puisse céder le Luxembourg à la Prusse, au lieu de la Lorraine, dans le traité à venir. Même il n'est pas trop tard encore pour donner suite à cette idée. Mais, à tout prendre, il ne peut être de notre devoir, à défaut d'une obligation expresse ou implicite, de défendre sa neutralité contre l'Allemagne, à moins d'y être forcés par la loi suprême du salut européen.

« Nous ne pouvons, à nous seuls, préserver la paix de l'Europe, et il est malheureusement douteux que nous puissions compter sur aucune autre puissance pour nous y aider. L'Autriche se révolte à l'idée qu'on puisse violer la neutralité du Luxembourg, mais elle n'a vu aucun inconvénient à ce que le Schleswig fut arraché au Danemark; quant à la Russie, ce n'est pas précisément la puissance à laquelle nous nous adresserions, à l'heure qu'il est, pour revendiquer les obligations d'un traité. Si nous invoquions leur coopération à l'effet d'intervenir, nous risquerions de perdre le position avantageux qui nous permet encore d'exercer une puissante influence, et cela pour une alliance également étrangère à nos sympathies, à nos intérêts et au bien-être durable de l'Europe. Ce n'est pas uniquement par une politique égoïste ou insulaire que nous nous abstenons de sacrifier pour la neutralité du Luxembourg, la neutralité de la seule nation d'Europe en position de négocier les bases d'une paix durable parce qu'elle seule parmi les nations n'a aucune ambition territoriale à satisfaire. »

DUCHÉ DE LUXEMBOURG

La Gazette (allemande) de Luxembourg publie la note suivante:

Nous apprenons de source sûre que le bruit d'après lequel la Prusse se serait entendue avec le Roi grand-duc sur la cession de Luxembourg est dénué de fondement.

NOUVELLES D'ALLEMAGNE

On écrit de Berlin, le 12 décembre:

« Cent cinquante mille hommes de la landwehr incorporés récemment sont en route pour le théâtre de la guerre. Le Roi veut poursuivre les dernières victoires de ses armées et en finir le plus tôt possible avec les dernières résistances. Les renforts iront, en partie, rejoindre le général Werder à Dijon; ils occuperont les lignes qui relient à leurs bases d'opérations les corps qui se sont avancés dans le cœur de la France.

« Je n'ai pas besoin d'ajouter que cette levée nouvelle, venant après tant d'autres, frappe cruellement les familles. Elles ne s'étaient jamais imaginé que leurs soutiens — des hommes de 35 à 40 ans — pourraient encore être appelés à faire campagne. Et cependant il n'y a pas de murmures, mais cette ferme détermination d'en finir une fois pour toutes avec la France, assez lui moins pour la dégouter à jamais de recommencer à la légère ses promenades à Berlin.

« La frivolité avec laquelle Paris, on a caressé depuis des années une invasion en Allemagne et l'insouciance avec laquelle on s'y est engagé, lorsqu'on a cru le moment favorable, ont engendré chez ceux qui eussent été les victimes de cette invasion une indignation si vive que rien jusqu'à présent n'a pu la calmer. On ne saurait trop le répéter, le peuple allemand est, bien plus irrité des pertes qu'il a subies qu'il n'a été satisfait des victoires qu'il a remportées.

« Ce sentiment, très-intense dans les villes et dans les centres civilisés, a pénétré jusque dans les moindres villages et donnera au Roi des réserves ardentes et obéissantes aussi longtemps que la haine, le désappointement, la colère rempliront les armées recrutées par M. Gambetta.

« Mais, indépendamment de tout sentiment personnel ou politique, ce principe a toujours régné dans cette monarchie que l'Etat, en temps de guerre, doit pouvoir disposer, sans conditions, des ressources et même de la vie des populations. Dans un pays qui, à raison de sa constitution géographique, a eu si souvent à lutter pour son existence, ce principe est la conséquence d'un passé laborieux. Si lourde que soit donc la charge que la guerre lui impose, si terrible que soit la misère qu'elle engendre, si profondément qu'elle le frappe, il n'y a pas de murmures, pas d'opposition de la part des soldats citoyens, ni des millions, de leurs proches, impliqués dans ce grand sacrifice national.

« S'il y a ici du mécontentement, il ne se rapporte qu'au bombardement ou plutôt au non bombardement de Paris. Le bruit s'est répandu, à tort ou à raison, que le long délai apporté à cette mesure extrême a été déterminé non par des raisons militaires, mais par des influences royales et impériales agissant sur le quartier général. En annonçant aux gens que la canonade ne tarderait pas, on leur a fait croire que l'opération était praticable. Maintenant qu'on n'y donne pas suite, ils se demandent par quels scrupules d'humanité on ménage Paris pour sacrifier le sang des soldats allemands.

« Plus le temps se passe sans que Paris se rende et plus les assurances des feuilles officieuses, que tout ce qui se fait ou ne se fait pas est en harmonie avec le plan des chefs militaires, rencontrent peu d'accueil. Il est regrettable de voir le public, dont la confiance dans la direction militaire ou diplomatique était illimitée jusqu'à présent, émettre des doutes maintenant sur un point si important de la lutte engagée. Mais s'il en est ainsi, le gouvernement n'a qu'à s'en prendre à lui-même. Le Staatsanzeiger et la Correspondance provinciale ont si souvent annoncé le bombardement comme un événement prochain, imminent, que les mieux disposés de leurs lecteurs ont bien le droit de ne plus prendre au sérieux le motif d'ajournement qu'ils présentent maintenant. Cependant il est certain que si des influences extérieures ont agi, la décision qui l'a emporté a bien été prise pour des motifs militaires. On m'assure de bonne source que dès l'origine le quartier général était divisé d'opinion sur le bombardement. Le comte de Moltke, le général de Blumenthal, chef d'état-major du prince royal, le colonel Rief, commandant de l'artillerie de siège, ont toujours considéré comme très-ardue la tâche de réduire Paris par la force des boulets et des bombes. Sans doute ils estimaient que la chose était possible, mais elle leur paraissait longue et difficile et sachant la ville ennemie mal approvisionnée, ils préféraient la méthode plus sûre et moins sanglante, à l'affamer. Mais leurs arguments étaient combattus par le comte de Bismarck et le général de Roon, tous les deux insistant en faveur d'une attaque, ne fût-ce que pour hâter les effets de la faim, impressionner la popu-

lation et détruire les rêves d'invulnibilité caressés par les proclamations de Victor Hugo et de ses coréligionnaires. Selon que l'une ou l'autre opinion l'emportait les officiers changeaient de langage. La plus récente résolution a été une espèce de compromis entre les deux opinions, mais je ne saurais dire si ce compromis lui-même ne sera pas modifié par les événements. »

Un correspondant du Times à Versailles décrit comme suit la 10<sup>e</sup> décomposition de cette ville, à la date du 10:

« La gelée est devenue plus intense. Après quelques minutes de dégel, hier, le froid a augmenté. Il est tout à fait impossible de sortir à cheval ou en voiture, et il n'est pas commode d'aller à pied. Il y a d'autres difficultés de locomotion jointes à celle de regarder à ses pieds, par exemple, la vigilance croissante des sentinelles, des postes et de la gendarmerie autour et à l'intérieur des camps et des quartiers de l'armée. Le soir, il n'y a pas moyen d'approcher des grands personnages, à moins d'être instruit des mots d'ordre et de passe. A sept heures, toutes les portes de Versailles, sont closes. Personne ne peut entrer ni sortir, à moins d'être muni de ces signes de reconnaissance qui s'élaborent tous les jours au quartier général, à l'heure de midi, et sont envoyés à toutes les stations pour le service de nuit.

« Dans le jour, il y a des postes sur toutes les routes pour l'examen des papiers. C'est ainsi qu'entre Versailles et Saint-Germain il n'y a pas moins de cinq postes où le voyageur peut être arrêté. Seulement, s'il est en voiture, il ne peut échapper à trois; si à cheval, il peut n'avoir à répondre que deux fois au qui-vive; si à pied, il est sûr d'être arrêté une fois et peut-être les autres, selon les apparences. On voit dans les rues des gendarmes examinant de près les étrangers. La préfecture, ainsi que les Ombrages sont gardés. L'autre soir un des principaux chefs militaires se rendait à son quartier, dans l'enceinte des résidences princières, quand il se heurta contre une baïonnette et entendit une voix qui demandait le mot d'ordre. Le général l'avait oublié. — « Je suis, dit-il, le général von... » Puis il expliqua qu'il ne se souvenait plus du mot de passe.

« La sentinelle avait la parole laconique, mais impérative. Elle se borna à répondre en allemand-polonais: « Je vais tirer sur vous. » Et elle paraissait si prête à le faire que le général renonça à toute contestation verbale et attendit qu'un soldat du poste eût cherché un officier pour constater l'identité de Son Excellence et la relâcher. Ces précautions sont tout à fait nécessaires, car il n'est pas à supposer que les Français soient satisfaits du joug des vainqueurs, ou qu'ils renoncent à l'espoir d'une revanche, disposés qu'ils sont à faire tout ce qui peut l'amener.

On écrit de Versailles, au Daily Telegraph:

« Les malheureux Wurtembergeois ont été renforcés par l'arrivée de leurs frères d'armes d'autres pays; des renforts considérables sont attendus de l'Allemagne pour remplir les vides que quatre jours de combats acharnés ont faits dans leurs rangs.

« Les pertes des deux côtés ont enfin été évaluées; le roi a reçu l'avis officiel constatant le nombre des Allemands tués, blessés et manquants. Le total, j'ai le regret de devoir le dire, s'élève à environ cinq mille hommes, tandis que les pertes subies par les Français s'élèvent à plus de treize mille.

« Parmi les officiers allemands tués, figure un grand nombre de jeunes gens appartenant aux premières familles nobles de Prusse, de Saxe et de Silésie.

« Pour donner à nos lecteurs une idée de l'effroyable tribut payé par l'aristocratie prussienne à la Cour allemande pendant la guerre actuelle, je citerai ce fait qu'un de mes amis, appartenant à une des familles les mieux connues de l'Allemagne, déplore déjà la perte de dix de ses parents.

« Des neuf colonels commandant les régiments de la garde (infanterie) qui ont quitté Berlin dans le courant de juillet, il n'est pas un seul qui ait échappé à la mort.

« Plusieurs régiments d'élite qui se trouvaient partout aux endroits les plus dangereux ont perdu les deux tiers et quelques-uns les trois quarts de leurs officiers.

« Les Allemands méridionaux ont eu à supporter une large part de ces hideux sacrifices humains. Depuis l'origine jusqu'en ces derniers temps les Bavares ont été fortement exposés et ont subi des pertes énormes, aujourd'hui les Wurtembergeois qui, depuis la première semaine d'août, avaient comparativement échappé, interviennent dans le désastre pour une part qui plonge dans le deuil la moitié de la Souabe.

« Ce qui rend les choses plus affreuses, c'est que quelques-uns seulement parmi le grand nombre de blessés guérissent. Ceux qui ont subi l'amputation échappent si rarement qu'il est très-aisé de les compter.

« Les ambulances sont admirablement organisées ici, mais la pourriture y a fait son entrée et on ne peut lui disputer sa proie.

« D'autre part, le froid intense auquel les

hommes sont exposés pendant les heures qui doivent s'écouler inévitablement avant qu'ils puissent être relevés du champ de bataille après un combat aussi acharné que celui qui a eu lieu l'autre jour près de la Marne, produit sur le système nerveux un effet tel que fort peu de ces malheureux y résistent.

Le Times publie une correspondance d'Orléans du 6 décembre, qui rend compte de l'entrée des Prussiens dans cette ville. En voici les principaux passages:

« On sait que les Prussiens avaient déjà occupé une première fois Orléans, pendant quatre semaines. Aussi cette seconde entrée des vainqueurs présentait-elle un caractère tout spécial; on lisait, d'une part, un sentiment de très-grande satisfaction sur la physionomie des soldats allemands et, de l'autre, un sentiment de profonde consternation sur celle des habitants. On ne rencontrait partout, sur la route qui mène au centre de la ville, que des familles en deuil, les yeux rouges de larmes, portant avec elles quelques objets précieux, alors que le pavé était encore couvert, çà et là, des cadavres des hommes et des chevaux qui étaient tombés quelques heures auparavant pendant la lutte.

« Le faubourg finit à la coupure du chemin de fer. Là s'élevait une immense barricade. A mesure que les troupes entraient en ville, on voyait des habitants chercher à les voir furtivement par les côtés mal fermés des rideaux.

« Le grand-duc de Mecklembourg est monté sur le balcon de l'hôtel-de-ville, pour répondre de là aux acclamations de ses troupes.

« Les soldats allemands étaient unanimes, cependant, pour trouver que la guerre est une besogne fort rude pendant le temps qu'il fait. La Loire charriait de gros glaçons et paraissait devoir bientôt être prise.

« Le correspondant estime que la force réunie des deux armées de la Loire ne devait pas s'élever à beaucoup moins de 300,000 hommes, et qu'elle a infligé aux Prussiens, en morts et en blessés, pendant la longue lutte d'une semaine qui a précédé la chute d'Orléans, une perte de 6000 hommes. Cette perte a surtout porté sur les officiers et les régiments spéciaux. Un seul régiment a perdu 20 officiers dans la bataille de Bazoches-Hauts et 1 bataillon d'un autre régiment de Bavares 190 hommes le premier jour et 130 le second. Ce dernier régiment seul a perdu, depuis le commencement de la guerre, 62 officiers, et il ne lui en reste que trois de tous ceux qui le commandaient, lors de son départ de l'Allemagne.

« Le second jour de l'entrée des Allemands dans la ville, les magasins ont reçu l'ordre d'ouvrir. Les soldats ont aussitôt envahi tous ces magasins et y ont acheté, en quelques heures, aux prix les plus élevés, toute la flanelle, les gants et autres articles d'hiver qui s'y trouvaient. Quant aux bouchers, aux boulangers et aux marchands de tabac, tout ce qu'ils avaient à été requis par un ordre militaire et pris par l'intendance, selon les règles ordinaires de la guerre.

« La cathédrale présentait, au matin du second jour, un aspect extraordinaire. Les Allemands l'avaient convertie en une sorte de camp. Un grand nombre de prisonniers y avaient été massés. Çà et là flambaient de grands feux dont la fumée remplissait l'édifice. Toutes les chaises, à l'exception de celles dont les soldats s'étaient emparés pour leur usage, y avaient passé. De tout cela, s'élevait un bruit étrange, de cris, de conversations animées, de craquements produits par le feu. Un zouave, un véritable artiste, monta au jubé et se passa la fantaisie de jouer de l'orgue. Cet incident provoqua de vifs applaudissements qui engendrèrent le zouave à s'en donner à cœur joie. Non loin du narrateur de cette scène, un prêtre pleurait.

« Le Correspondant du Times dit que les renseignements qu'il a recueillis constatent que les officiers supérieurs de l'armée de la Loire sont tous dignes des plus grands éloges.

« On soupçonne, je ne sais sur quel fondement, qu'il existe un télégraphe souterrain entre Paris et Tours, avec un embranchement sur Orléans. On fait des recherches à ce sujet. Jusqu'ici elles sont sans résultat. M. Gambetta était réellement à Orléans dimanche. Il est parti par le dernier train. Il ne s'en est fallu que de quelques minutes qu'il ne fût pris par la cavalerie de Stolberg qui a fait une course sur le chemin de fer et l'a détruit en partie entre Orléans et Tours. »

Opérations militaires

Les Prussiens occupent Blois depuis avant hier, et l'armée du général Chanzy a abandonné ses positions sur la rive droite de la Loire pour opérer sa retraite probablement sur cette ville et sur Tours.

Nous avions prévu ce mouvement, nous l'avions annoncé, et nous ne pouvons que réitérer nos appréhensions sur le péril encouru par notre armée.

Notre nouveau général, qui paraît être doué d'une grande énergie et d'une activité extraordinaire, n'aura pas hésité, devant la position dangereuse qui lui est faite par la marche rapide du prince Frédéric-Charles